

Adaptation de la procédure devant les juridictions administratives durant la période de lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Certaines règles applicables devant les juridictions administratives font l'objet de mesures d'adaptation pour tenir compte de l'état d'urgence sanitaire déclaré par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 et prolongé par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 jusqu'au 10 juillet 2020.

Textes de référence :

[Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif](#) modifiée par les ordonnances n° 2020-405 du 8 avril 2020, n° 2020-427 du 15 avril 2020 et n° 2020-558 du 13 mai 2020

[Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période](#) modifiée par les ordonnances n° 2020-427 du 15 avril 2020 et n° 2020-560 du 13 mai 2020

1. Quels sont les délais de recours applicables ?

Cas général :

Lorsque le délai de recours légalement prévu prend fin entre le 12 mars 2020 et le 23 juin 2020 inclus, il recommence le 24 juin pour sa durée initiale, calculée en délai franc, dans la limite de deux mois.

Ces modalités sont également applicables aux recours exercés contre les décisions rendues par les bureaux d'aide juridictionnelle.

Toutefois ce principe reçoit quelques exceptions.

En contentieux électoral (élections municipales) :

Les contestations portées contre les résultats du premier tour des élections municipales peuvent être présentées jusqu'au cinquième jour, au plus tard à 18 heures, qui suit la date de prise de fonction des conseillers municipaux et communautaires élus dès le premier tour (et jusqu'au lendemain du second tour pour les communes de moins de 1000 habitants dont le conseil municipal n'a pas été élu complètement dès le premier tour).

En contentieux des étrangers :

Les délais pour contester les arrêtés portant obligation de quitter le territoire français sans rétention, les décisions qui y sont liées et les arrêtés portant transfert en matière d'asile, ainsi que les délais de recours devant la Cour nationale du droit d'asile, recommenceront à courir pour leur durée initiale le 24 mai 2020 s'ils expirent entre le 12 mars 2020 et 23 mai 2020.

Lorsque l'étranger faisant l'objet d'un arrêté portant obligation de quitter le territoire français est placé en rétention administrative ou lorsqu'est contesté un refus d'entrée sur le territoire au titre de l'asile, les délais de recours prévus par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ne sont pas prorogés.

En contentieux de l'urbanisme :

Les délais de recours contre les autorisations d'urbanisme ayant commencé à courir avant le 12 mars 2020 sont suspendus à cette date et recommencent à courir le 24 mai 2020 pour une durée minimum de 7 jours.

Les délais qui auraient dû commencer à courir entre le 12 mars et 23 mai 2020 commencent à courir le 24 mai 2020.

2. Suis-je tenu par les délais relatifs aux actes d'instruction réalisés par le juge ?

Les clôtures d'instruction dont la date était initialement fixée par le juge entre le 12 mars 2020 et le 23 mai 2020 inclus sont reportées de plein droit au 23 juin 2020. Toutefois le juge peut, lorsque l'urgence ou l'état de l'affaire le justifie, fixer une date de clôture d'instruction antérieure à celle résultant de ce report. Sa décision doit alors l'indiquer expressément.

Les délais impartis par le juge dans le cadre d'une mesure d'instruction (demande de production d'un mémoire ou d'une pièce complémentaire, demandes de régularisation d'une requête, mise en demeure...) et prenant fin entre le 12 mars 2020 et le 23 juin 2020 inclus sont prorogés de plein droit soit jusqu'au 24 août inclus. Toutefois, lorsque l'affaire est en état d'être jugée ou que l'urgence le justifie, le juge peut fixer un délai plus bref que celui qui résulterait de ce report. Sa décision doit alors l'indiquer expressément.

Enfin, les délais pour produire un mémoire ou une pièce prévus par un texte législatif ou réglementaire et qui prennent fin entre le 12 mars 2020 et le 23 juin 2020 inclus, recommencent à courir à compter de la fin de cette période pour leur durée initiale, calculée en délai franc, dans la limite de deux mois, soit jusqu'au 24 août inclus.

Il s'agit pour l'essentiel du délai prévu par l'article R. 611-22 du code de justice administrative pour produire un mémoire complémentaire devant le Conseil d'Etat, du délai dans lequel le requérant doit confirmer sa requête au fond à la suite du rejet d'un référé suspension dans les conditions prévues à l'article R. 612-5-2 du code de justice administrative et du délai prévu par l'article R. 600-4 du code de l'urbanisme pour présenter des moyens nouveaux à la suite de la communication du premier mémoire en défense.

3. Dans quel délai le juge doit-il statuer ?

Les textes prévoient parfois que le juge doit statuer dans un certain délai. Ces délais font également l'objet de mesures d'adaptation durant la période de lutte contre l'épidémie.

Cas général :

D'une manière générale, le point de départ des délais impartis au juge pour statuer qui ont couru en tout ou partie pendant la période allant du 12 mars 2020 au 23 mai 2020 inclus, est reporté au 1^{er} juillet 2020.

En contentieux électoral :

Les tribunaux administratifs devront statuer sur les deux tours des élections municipales de 2020 au plus tard le dernier du jour du quatrième mois suivant le deuxième tour (soit en l'état des textes, le 31 octobre 2020).

En contentieux des étrangers :

Les délais spéciaux impartis aux tribunaux administratifs par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile pour statuer sur les arrêtés portant obligation de quitter le territoire concernant des étrangers placés en rétention administrative ou faisant l'objet d'une assignation à résidence ne sont pas prorogés.

4. Serai-je convoqué à une audience publique ?

Durant la période comprise entre le 12 mars 2020 et la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire (actuellement fixé au 10 juillet 2020), le juge peut décider que les audiences se tiennent hors la présence du public ou avec un public restreint.

Il peut aussi décider que l'audience aura lieu par visioconférence ou, si cela est impossible, par téléphone.

Le juge peut enfin statuer sur les référés sans audience. Les parties en sont alors informées et une date de clôture d'instruction est fixée.